

# Sondages d'opinion et démocratie

Extrait de *Public Opinion in a Democracy*, Stafford Little Lectures,  
Princeton University, 1939

**George Gallup**, Traduit de l'anglais par **Dominique Reynié**

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2001/3 (N° 31), PAGES 167 À 180  
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

ISBN 2271059240

DOI 10.4267/2042/14551

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-167.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**George Gallup**  
(1908-1984)

# SONDAGES D'OPINION ET DÉMOCRATIE

**Extrait de *Public Opinion in a Democracy*,**  
Stafford Little Lectures, Princeton University, 1939

Traduit de l'anglais par Dominique Reynié

## Présentation

En l'espace de quelques années seulement, entre 1935 et 1940, George Horace Gallup va accomplir deux tours de force. Cet ancien professeur de journalisme reconverti dans la publicité commerciale va non seulement se faire reconnaître comme l'inventeur de la technique des sondages — laquelle portera d'ailleurs longtemps son nom dans un pays comme la France — mais aussi contribuer à lui donner une légitimité et un sens au travers d'un discours politique de la méthode dont l'efficacité peut rétrospectivement surprendre, tant l'écart est grand à l'origine entre une méthodologie balbutiante, simple dérivé journalistique des études de marché, hésitante sur la plupart de ces contenus (taille et forme des échantillons, modalités de recueil de l'information...) et les promesses qu'elle laisse entrevoir.

Dans cette conférence prononcée en 1939 à l'université de Princeton, à proximité de laquelle il a choisi d'installer son *American Institute of Public Opinion*, Gallup développe les lignes principales d'un argumentaire qui variera peu et sera repris ensuite dans de multiples contextes, que ce soit par lui-même ou par ses thuriféraires. Il démontre ici comme ailleurs une clarté d'exposition, une aptitude au débat d'idées, à la discussion polémique et à la citation qui feront de son ouvrage ultérieur « *The Pulse of Democracy* » l'un des classiques de la réflexion sur l'opinion publique au xx<sup>e</sup> siècle (Gallup, Rae, 1940).

Les références multiples à Bryce y témoignent d'abord de la manière dont Gallup a tenu à rattacher son entreprise à la prophétie du publiciste anglais, lui donnant ainsi ses premières lettres de noblesse. « Bryce avait désigné le sondage comme la meilleure mesure de l'opinion. » Tel est d'ailleurs le titre singulier qui accompagne l'un des articles entourant la première publication d'un sondage dans la presse américaine (*Washington Post*, 20 octobre 1935).

Mais Gallup ne se contente pas d'afficher cette généalogie intellectuelle, il entreprend une critique systématique du fonctionnement des principales institutions politiques américaines de l'entre-deux-guerres. Il dénonce tour à tour le rôle prépondérant des groupes d'intérêt, l'aveuglement et le suivisme des représentants, les limites du sens politique de l'élection, l'absence de démocratie au sein des partis politiques. Il s'en prend particulièrement à tous les faux porte-parole de l'opinion qui s'interposent entre les gouvernants et l'opinion publique « réelle », que lui seul entend légitimement faire parler.

Gallup leur oppose une nouvelle prophétie, celle du retour à un âge d'or de la démocratie américaine, au précédent en partie devenu mythique des assemblées de village (*Town-meetings*) de la Nouvelle-Angleterre du xviii<sup>e</sup> siècle. Le recours aux sondages, associé à l'action des médias doit permettre ainsi de réunir l'Amérique toute entière « en une seule grande salle », selon l'image saisissante qu'il développe ici. Cette métaphore résume l'ensemble d'un répertoire argumentatif qui annexe aux côtés de la technique du sondage les principaux attributs symboliques de la démocratie directe en assmilant notamment la méthode à un « référendum sur échantillon » (Gallup, 1939). C'est également de ce mythe qu'un James Fishkin se

réclamera dans les années 1990, mais pour dénoncer quant à lui les dérives de la pratique ordinaire du sondage et tenter de leur substituer une forme d'expérimentation pratique de cet idéal de démocratie directe : le sondage délibératif (Fishkin, 1991) (cf. *infra*).

Aux États-Unis, peu nombreux sont ceux qui oseront s'opposer de front à ce détournement de l'imaginaire démocratique américain, à l'exemple de Lynsay Rodgers qui souligne que Bryce aurait de lui-même écarté « l'idée selon laquelle l'opinion publique puisse être évaluée au travers de l'enregistrement de réponses improvisées fournies à des étrangers qui les interviewent et sur des questions auxquelles elles n'ont pas réfléchi par des personnes composant un échantillon de la population ou de l'électorat » (Rodgers, 1949, cf. également *Public Opinion Quarterly*, 1940). Par la suite, on retrouvera nombre des arguments mobilisés par Gallup presque intacts dans toutes les controverses qui auront le sondage pour objet, et ce jusque dans la France des années 1980 (Lancelot, 1980 et 1984).

Simultanément, Gallup s'emploie à réfuter les arguments avancés par les détracteurs de la technique et qui se fixent eux aussi dès l'origine, sur la fiabilité de la méthode, l'éventualité d'un effet d'entraînement sur l'électorat, les risques de remise en cause du gouvernement représentatif ou la compétence du nombre. Les arguments de fait voisinent chez Gallup avec les rappels à la norme démocratique, en particulier sur la question de la rationalité du public. Il énonce le premier le paradoxe, repris bien plus tard par Page et Shapiro, selon lequel l'agrégation d'opinions individuelles, chacune peu informée et intéressée, peut former collectivement un « public rationnel » (Page et Shapiro, 1992) (cf. *supra*). Cette transmutation magique — qui doit tout en l'occurrence à la statistique — vient corroborer à ses yeux ce que l'expérience démontre et le sens commun évidemment approuve, à savoir le « bon sens du peuple » et l'infinie « sagesse de l'électorat » (Childs, 1940). Mais c'est surtout lorsqu'il souligne d'emblée que les adversaires de la démocratie — Hitler et Mussolini — sont aussi ceux qui professent la « stupidité » des masses, que le propos s'avère le plus efficace. Il suffira désormais aux défenseurs de la technique de ce simple rappel pour disqualifier leurs adversaires. Critiquer les sondages équivaudra bientôt à critiquer le suffrage universel et la démocratie. Le processus d'identification de la pratique du sondage à

la mesure légitime de l'opinion publique et au renouvellement de la démocratie est, dès ce texte pionnier, en marche.

*Loïc Blondiaux*

---

La théorie démocratique est aujourd'hui mise en cause à travers le monde. Hitler brocarde les « masses stupides », la « bêtise granitique du genre humain » et ne considère pas les gens ordinaires autrement que comme un « troupeau d'électeurs ». Pour lui, le gouvernement démocratique et parlementaire est celui des « incompetents et des ignorants ». Son partenaire de l'Axe, Mussolini, proclame bruyamment que le fascisme a « jeté aux ordures » la « théorie sans vie » du gouvernement démocratique.

Ce défi lancé aux principes démocratiques soulève deux questions fondamentales. La première est de savoir si la démocratie est la meilleure forme de gouvernement. Il est évident qu'une écrasante majorité des Américains pense cela. Les traditions de la liberté individuelle, de la libre parole, du droit de s'assembler et du débat public sont si profondément enracinées dans cette Nation que l'idée d'un gouvernement dictatorial suscite la répulsion instinctive des Américains. Dans toute confrontation entre l'idéologie démocratique et l'idéologie totalitaire, le choix du peuple américain est éminemment clair. La seconde question fondamentale concerne la manière dont la démocratie peut être rendue plus efficace. Un gouvernement doit rester en alerte, il doit s'adapter à des conditions toujours changeantes, il doit sans cesse chercher à éprouver et perfectionner ses modes d'action. Un gouvernement n'est pas un ensemble de principes abstraits ; c'est un organisme en mouvement qui vit ou meurt selon l'efficacité avec laquelle il conduit sa force. L'un des principaux avantages mis au compte du totalitarisme est l'efficacité de son administration. Quand la volonté d'une nation est en fait la volonté d'un seul homme, l'action rapide et efficace est possible — les problèmes peuvent être posés et résolus rapidement, même s'il s'agit pour le moins d'une efficacité à court terme. D'un autre côté, dans une démocratie, le peuple tout entier a le droit de trancher de grands débats de politique publique. C'est un processus lent et jamais achevé. Nous n'avons une élection nationale que tous les deux ans. Dans un monde où tout change aussi rapidement comme on peut le constater aujourd'hui, il est souvent préférable de connaître la volonté du peuple à propos des grandes questions de politiques publiques et à des intervalles de temps plus courts. Nous ne pouvons pas poser des problèmes et dire ensuite : « laissons les prochaines élections en décider ». Les événements n'attendent pas les prochaines élections. Nous avons besoin de connaître la volonté du peuple à chaque instant. Si nous parvenons à cette connaissance de la volonté du peuple à chaque instant, l'efficacité de la démocratie s'en trouvera accrue,

parce que nous pourrions substituer une connaissance spécifique de l'opinion publique aux tâtonnements et aux spéculations actuels. C'est par une information sur le véritable état de l'opinion publique que les hommes politiques peuvent accéder aux aspirations de l'électorat et concevoir des projets de gouvernement. Ils peuvent savoir quel degré d'opposition suscite tel ou tel projet et quels efforts seront nécessaires pour gagner le soutien du public. La tâche d'initier l'action publique relève, comme toujours, de la responsabilité des hommes politiques. Mais la volonté collective ou les attitudes du peuple doivent être étudiées sans plus tarder.

## **La volonté du peuple**

Comment connaître la volonté du peuple à chaque instant ? Avant de répondre à cette question, je voudrais examiner quelques-unes des principales voies par lesquelles, aujourd'hui, s'exprime l'opinion publique. La plus importante de ces voies est évidemment l'élection nationale. L'élection est la seule expression du jugement public qui soit à la fois officielle et capable de contraindre. Mais, considérées d'un point de vue strictement objectif, les élections expriment l'opinion nationale de manière confuse et imparfaite. En premier lieu, elles interviennent trop rarement. En second lieu, ainsi que Bryce l'avait pointé dans *The American Commonwealth*, il est de fait impossible de distinguer les programmes des candidats. Comment pouvons-nous savoir si le public vote pour un homme ou pour son programme ? Comment est-il possible de savoir si toutes les propositions d'un même candidat sont approuvées par les électeurs ou si ceux-ci approuvent certaines propositions tandis qu'ils en rejettent d'autres ? Or, la société devient chaque jour plus complexe, la tendance est d'avoir de plus en plus de programmes à chaque nouvelle élection. Quelques-uns seulement peuvent être discutés ; les autres non. Supposons qu'un candidat à une charge élective prenne position sur quelques grands enjeux discutés pendant la campagne. S'il est élu, il considère inévitablement que le public a soutenu l'ensemble des points composant son programme quand bien même ce ne serait pas le cas.

Les adversaires du président Roosevelt soutiennent qu'il pouvait faire du renouvellement de la Cour suprême l'un des thèmes de sa campagne de 1936. S'il avait agi ainsi, il aurait probablement été élu de la même façon, peut-être avec une majorité un peu plus étroite. Si les projets concernant la Cour suprême avaient constitué un thème de campagne, M. Roosevelt aurait certainement pu considérer que sa réélection lui accordait un mandat pour mener à bien cette réforme particulière, et le pays en aurait tiré la même conclusion. En fait, les enquêtes d'opinion conduites au moment de l'élection montraient qu'une majorité des électeurs était opposée à une remise en cause de la Cour suprême. Le résultat électoral dans cette élection indiquait simplement que le public considérait M. Roosevelt comme un meilleur candidat que M. Landon. Cet exemple illustre la difficulté qu'il y a à interpréter les préférences du public lorsque des personnalités sont

impliquées. Même dans les cas où l'élection est largement dominée par un seul enjeu, les résultats restent difficiles à interpréter en raison de la discipline de vote liée aux partis politiques. En 1928, par exemple, un électeur du Sud pouvait ne pas voter pour le candidat de son parti, Alfred E. Smith, et être assuré que son vote ne serait pas interprété comme un soutien à l'abrogation du dix-huitième amendement<sup>1</sup>. Inversement, l'électeur républicain favorable à l'abrogation pouvait ne pas voter pour Hoover sans risquer une interprétation erronée de son vote. En fait, de nombreux électeurs considéraient l'élection de Hoover comme un mandat confié dans le but de poursuivre la Prohibition. Pourtant, si cette question avait été soumise au vote, le public aurait probablement voté pour son abrogation.

## Le rôle de l'élection représentative

Les élections législatives offrent à l'opinion publique une seconde voie par laquelle elle peut s'exprimer aujourd'hui. Le législateur, techniquement parlant, est censé représenter les intérêts de tous les électeurs de sa circonscription. Mais avec le bipartisme, la tentation est forte pour lui de représenter et d'être influencé par les électeurs de son propre parti. Il est soumis à la discipline du parti et à la volonté de ses chefs. Son travail dépendra du rôle qu'il accordera à de telles pressions. Dans ces circonstances, son comportement au Congrès est probablement gouverné non par l'idée qu'il se fait de ce que veulent les électeurs de son État, mais par l'idée qu'il se fait de ce que veulent les chefs de son parti dans ce même État. Plus encore, la représentation des partis au Congrès est souvent sans rapport de proportion avec l'état des forces électorales. À la suite des élections de 1936, le Sénat comprenait quasiment 5 démocrates pour 1 républicain, la chambre des représentants comprenait 3 démocrates pour 1 républicain tandis que l'électorat avait voté démocrate dans un rapport de seulement 3 pour 2. Depuis que nous avons décidé de ne pas avoir de représentation proportionnelle au niveau national, les intérêts de la minorité républicaine sont sous-représentés.

Même dans le cas où une assemblée élue s'efforce d'améliorer sa représentation du peuple, elle est confrontée au problème suivant : quelle est la volonté du peuple ? Devra-t-elle l'apprécier à travers les lettres ou les télégrammes que lui adressent les administrés ? Trop souvent ces modalités d'expression de l'opinion publique sont le fait d'une minorité organisée. L'élus du Congrès devra-t-il apprécier l'état de l'opinion publique à travers les visites que lui rendent des délégations qui viennent de son propre district ?

## Les groupes de pression et la Nation tout entière

Les législateurs sont constamment exposés à l'influence des lobbies et des groupes de pression. Le sénateur Tydings, dans une conférence prononcée ici, à Princeton, soulignait récemment que les États-Unis étaient au monde le sol le plus favorable à l'activité de ces groupes. Le peuple américain représente un conglomérat de races différentes, chacune avec des origines culturelles également différentes. Les particularismes et les groupes en lutte les uns avec les autres déterminent la politique nationale et internationale. Fréquemment, dans cette lutte, ainsi que le remarquait le sénateur Tydings : « l'intérêt personnel et le particularisme dominant la confrontation plus que l'intérêt national ». Le sénateur Tydings énumérait une vingtaine de groupes d'intérêt importants. Ces groupes concernent le monde du travail, l'agriculture, les vétérans, les défenseurs des plans de pension, les chambres de commerce, les organisations raciales, les isolationnistes et les libre-échangistes, les partisans des tarifs douaniers élevés et les partisans des tarifs douaniers faibles, les pro-armement et les anti-armement, les promoteurs de l'équilibre budgétaire et les avocats de la dépense publique, les associations pour un dollar fort et celles pour un dollar faible, les groupes de transport, les tenants du droit des États fédérés et les centralisateurs.

Évidemment, le législateur croit devoir légiférer en assurant les intérêts de son district. Mais il se doit également de légiférer en assurant les intérêts de la Nation tout entière. Logiquement, cependant, pour mener à bien ce second devoir, il doit connaître ce que pense la Nation. Il est d'autant plus difficile pour lui de connaître les attentes de la Nation tout entière qu'il n'est même pas en mesure de savoir ce que pensent les électeurs de son propre district. Ainsi, s'il pouvait connaître ces attentes à chaque instant, il serait plus souvent en mesure de légiférer dans l'intérêt du pays tout entier. Je pense que nous serons d'accord pour considérer que dans un système politique où le gouvernement repose sur le consentement des gouvernés, il doit exister une communication permanente entre les représentants élus par le peuple et le peuple lui-même. Dans un passage éloquent de *Modern Democracies*, Bryce décrivait la situation en ces termes : « En disant que l'opinion publique est le véritable dirigeant des États-Unis, je veux dire qu'il existe un jugement et un sentiment de la Nation tout entière qui est imparfaitement exprimé à travers les assemblées représentatives, qui ne peut pas être mesuré par l'analyse de la distribution des votes aux élections, qui ne peut pas aisément être recueilli par l'étude la plus subtile de la presse, mais qui demeure cependant une force réelle, impalpable comme le vent, une force que nous tentons tous de découvrir et à laquelle nous obéissons tous. »



## Les enquêtes représentatives

Cet effort pour découvrir l'opinion publique a été largement responsable de l'introduction d'un nouvel instrument permettant de connaître l'opinion publique — l'enquête par échantillon représentatif<sup>2</sup>. Au moyen de larges études nationales réalisées à de brefs intervalles, les chercheurs tentent aujourd'hui de mesurer et de donner une voix aux sentiments populaires que suscitent les grands enjeux du moment. Cette nouvelle technique peut-elle s'intégrer dans le schéma de notre forme de gouvernement ? Est-ce un instrument utile à la démocratie ? Pervertira-t-elle et sera-t-elle nuisible à la démocratie, ou bien contribuera-t-elle à une plus grande efficacité du processus démocratique ?

Le référendum par échantillon<sup>3</sup> est une procédure simple permettant de sonder les opinions d'un nombre relativement réduit de personnes, sélectionnées dans le but de refléter avec une grande fidélité les caractéristiques de l'ensemble de la population électorale. En pratique, de telles enquêtes reviennent à sonder les opinions d'un électorat miniaturisé. La validité des enquêtes par échantillon<sup>4</sup> ne suppose pas d'interroger un grand nombre de personnes. La technique est basée sur le fait que quelques milliers d'électeurs correctement sélectionnés refléteront fidèlement les conceptions d'un électorat de plusieurs millions de personnes. Dans un tel travail, la clé du succès est l'échantillon et donc la sélection correcte des électeurs composant l'échantillon. Des précautions doivent être prises pour assurer la représentation de toutes les opinions politiques, mais aussi la représentation des riches et des pauvres, des vieux et des jeunes, des hommes et des femmes, des ruraux et des citadins, des croyances religieuses, en bref, de tous les types d'électeurs vivant dans chacun des États du pays, en respectant des proportions correctes.

Un large usage des référendums par échantillon fournit une masse abondante de données sur l'opinion publique. Depuis trois ou quatre ans, on a pu recueillir l'opinion du public à propos de plusieurs centaines d'enjeux, parmi lesquels, les projets concernant la Cour suprême, les occupations d'usines, le NRA, le AAA, la loi sur les salaires et le temps de travail, la politique américaine vis-à-vis de l'Europe, les dépenses publiques, et tout un ensemble de questions économiques, politiques et sociales. Pour la première fois, les politologues possèdent tout un ensemble de données concernant l'opinion publique.

## La fiabilité des enquêtes d'opinion

La question de savoir si les enquêtes d'opinion peuvent fournir une contribution utile à la démocratie dépend largement de la fiabilité de la mesure. Durant les dernières années, la méthode de l'échantillonnage, utilisée dans l'étude de l'opinion publique, a fait l'objet de nombreux tests. Globalement, les tests ont montré que ces techniques pouvaient atteindre un haut niveau de

représentativité, et il semble raisonnable de penser que, avec le développement de cette science naissante, la fiabilité de tels instruments devrait être régulièrement éprouvée. La voie aujourd'hui la plus efficace pour évaluer la fiabilité des référendums par échantillon est de comparer les résultats électoraux avec les prévisions. Un tel test ne peut cependant en aucune façon être considéré comme tout à fait satisfaisant, en raison du fait qu'une enquête préélectorale ne doit pas seulement mesurer l'opinion vis-à-vis des candidats mais aussi prédire quels sont les groupes de personnes qui se donneront finalement la peine d'aller voter. Ajoutons à ceci le problème de l'estimation des effets que le temps<sup>5</sup> peut avoir sur la participation électorale, ou encore celui des organisations politiques et l'on verra aisément que les résultats électoraux ne peuvent en aucun cas être considérés comme un test parfait pour mesurer la fiabilité de cette nouvelle technique. Mais malgré ces handicaps, les enquêtes préélectorales durant les deux dernières années ont prédit les résultats avec une marge d'erreur de seulement 3 à 4 %. Elles ont par ailleurs indiqué des tendances que la grande majorité des hommes politiques et des observateurs n'ont souvent pas réussi à voir, ou bien qu'ils ont sous-estimées. La principale utilité de l'enquête par échantillon ne réside pas cependant dans les prévisions électorales. Tandis que de telles prévisions suscitent une intéressante et légitime activité, elles ne servent probablement pas un enjeu digne de préoccupation mais elles offrent cependant au public une démonstration convaincante de la fiabilité des méthodes par échantillonnage.

Plusieurs observateurs avisés du gouvernement se sont demandés pourquoi le gouvernement lui-même, plutôt que des institutions privées, ne conduirait-il pas les enquêtes par échantillon ? Quelques spécialistes de science politique ont ainsi suggéré la création d'un bureau fédéral permanent dédié au sondage de l'opinion publique, arguant du fait que cette nouvelle technique constituant une contribution à la démocratie, il est du devoir du gouvernement d'en prendre le contrôle. Le danger d'une telle proposition, selon moi, réside dans le fait qu'elle expose le parti au pouvoir à la tentation de conduire ces enquêtes dans le but de prouver qu'il est soutenu afin de faire taire ceux qui s'opposent à lui. Une organisation privée, d'autre part, doit réussir ou échouer moins selon les enquêtes qu'elle a pu faire ou ne pas faire que sur la précision de ses résultats et l'impartialité de ses interprétations. Une démocratie a grandement besoin de nouvelles enquêtes fiables et complètes concernant les activités de toutes les branches du gouvernement ainsi que les points de vue de tous les responsables et de tous les partis. Mais quelques personnes argueront précisément de cette nécessité pour considérer que le gouvernement doit prendre le contrôle de la presse et de toutes ces nouvelles formes de recueil d'informations.

### **L'incertain effet « *bandwagon* »<sup>6</sup>**

En soutenant que les enquêtes par échantillon peuvent être hautement représentatives, ne prouvons-nous pas qu'elles exercent des effets pervers ou une influence nocive en créant ce que l'on

nomme l'effet « *bandwagon* » ?<sup>7</sup> Il y a encore des personnes qui craignent que les électeurs, sachant quel est le candidat le plus populaire, le choisiront, tout simplement pour se retrouver du côté des vainqueurs. Cet argument est avancé à l'approche de chaque période électorale. L'année dernière, l'*American Institute for Public Opinion* conduisait une série d'enquêtes dans le Kentucky sur la compétition opposant Barkley à Chandler lors de la campagne pour les sénatoriales. La première enquête, réalisée en avril, montrait que le sénateur Barkley caracolait en tête avec 67 % d'intentions de vote chez les démocrates. Dans le Kentucky, une très large publicité fut donnée à cette enquête. Selon la théorie de l'effet *bandwagon*, le sénateur Barkley aurait dû, à partir de cette publication, voir sa popularité augmenter. Pourtant, des enquêtes postérieures, qui furent réalisées tous les mois jusqu'à l'élection, montraient que le nombre de ses supporters décroissait régulièrement. Il fut élu avec 57 % des suffrages exprimés. Nous avons ici un cas où une large publicité donnée à l'avance acquise par un candidat n'a pas dissuadé les électeurs d'abandonner le candidat le plus populaire pour le candidat que l'on désignait comme appartenant définitivement au camp des vaincus. Une analyse prudente de toutes les enquêtes préélectorales publiées par l'*American Institute for Public Opinion* ne parvient pas à montrer une tendance générale selon laquelle le candidat le plus populaire parviendrait à concrétiser sa position après la publication des résultats d'enquêtes — situation requise par la théorie de l'effet *bandwagon*. Cette évidence ne doit pas, bien sûr, conduire à exclure la possibilité d'une telle influence, mais la charge de la preuve appartient aux tenants de la doctrine de l'effet *bandwagon*.

## Le verrouillage du débat public

On soutient parfois que les enquêtes d'opinion publique imposent un verrouillage du débat public. Lorsqu'il est montré dans le cours du débat que les défenseurs d'une option bénéficient du soutien de la majorité, les opposants perdent espoir, abandonnent leur cause et ne prennent plus la peine de tenter de convaincre, croyant de tels efforts inutiles. Permettez-moi encore de dire que la défense d'un tel point de vue ne va pas de soi. Chaque élection produit nécessairement une minorité. En 1936, les Républicains recueillirent moins de 40 % des votes. Le fait que les Républicains aient été largement défaits n'a pas suffi à les convaincre de renoncer au combat politique. Ils continuèrent à s'opposer au *New Deal* avec la même vigueur qu'auparavant. Un nouvel exemple nous est fourni par le Parti socialiste. Depuis des années, le candidat socialiste à la présidence des États-Unis ne parvient à rassembler qu'une fraction marginale des électeurs, et ne peut aucunement espérer emporter la victoire. Pour autant, le Parti socialiste existe toujours et continue de recueillir à peu près le même nombre de suffrages.

Les enquêtes par échantillon n'imposeront pas le verrouillage du débat public tant qu'il sera dans la nature de l'opinion publique de changer. La volonté du peuple est dynamique ; les opinions

changent constamment. Il y a un an, une écrasante majorité des électeurs était sceptique quant aux chances du Parti républicain en 1940. Aujourd'hui, la moitié des électeurs pense que le GOP<sup>8</sup> l'emportera. Si les élections elles-mêmes ne parviennent pas à verrouiller le débat public, comment les enquêtes d'opinion le pourraient-elles ?

## **Effet possible sur le gouvernement représentatif**

La forme de gouvernement sous lequel nous vivons est celle du gouvernement représentatif. Quel sera l'effet sur le gouvernement représentatif si la volonté du peuple est connue à chaque instant ? Les Assemblées législatives deviendront-elles de simples chambres d'enregistrement, les représentants de simples marionnettes, et la fonction représentative finira-t-elle par disparaître ? Dans un système de mesure fréquente de l'opinion, la fonction de représentation n'est pas menacée, pour deux raisons. En premier lieu, il est clair que le peuple n'a ni le temps, ni le goût d'examiner tous les problèmes auxquels sont confrontés les gouvernants. On ne peut attendre des gouvernés qu'ils expriment un jugement sur les questions techniques touchant à l'administration et à la conduite des affaires publiques. Ils peuvent seulement émettre un jugement sur des questions très générales de politique publique. Au fur et à mesure que la société devient plus complexe, un besoin croissant d'experts se fait jour. Une fois que les électeurs ont fait connaître leur choix d'une politique générale ou d'un plan d'action, les experts sont requis pour les mener à bien. En second lieu, il n'est pas dans la compétence du peuple d'initier la législation, mais de décider à quel programme ils accordent leur préférence parmi l'ensemble des programmes qui leur sont proposés. Les politiques nationales ne surgissent pas du peuple ordinaire. Les gouvernants, informés de la volonté générale<sup>9</sup> du peuple, doivent prendre l'initiative de concevoir les politiques publiques qui accompliront la volonté générale et en assureront l'inscription dans les faits.

Avant l'avènement des référendums par échantillon, les représentants n'étaient pas pour autant coupés de leurs circonscriptions. Ils lisaient la presse locale ; ils visitaient leur district et bavardaient avec les électeurs ; ils recevaient des lettres de leur État ; ils recevaient des délégations porteuses de revendications issues de larges fractions de l'électorat. Le seul changement qu'introduit le référendum par échantillon est de fournir aux législateurs un instrument performant de mesure de l'opinion dans leur district et dans la Nation tout entière.

## **Le peuple est-il compétent ?**

Cependant, la méthode de l'enquête d'opinion par échantillon laisse entière une question fondamentale. Le peuple est-il compétent ? Cela n'aurait évidemment pas de sens de mesurer la

volonté du peuple si celui-ci devait être fou, ou ignorant. Le chercheur qui, au terme d'un patient travail, concevrait une méthode précise et efficace permettant de sonder le « suffrage du bétail »<sup>10</sup> ne contribuerait guère à la formation d'un meilleur gouvernement.

Le professeur Paul Cherington indiquait récemment que, depuis plusieurs années, c'était une mode que d'ironiser sur l'intelligence des masses : « les magnats du cinéma, disait-il, les concepteurs de programme radio populaires, quelques publicitaires cyniques ou encore des hommes de presse nous assure que les tests d'intelligence pratiqués par l'Armée et qui font ressortir un niveau moyen d'âge mental de douze ans doivent être considérés comme à peu près corrects ».

Les enquêtes par échantillon réalisées au cours de ces dernières années ont largement mis en évidence la compétence des gens ordinaires dont chacun peut librement vérifier la réalité. Et je pense que la personne qui voudra l'examiner s'apercevra comme moi que, collectivement, les Américains possèdent un degré remarquablement élevé de bon sens. Ces personnes peuvent ne pas être brillantes, ne pas être des intellectuels ni même des lecteurs assurés, mais elles possèdent cette qualité du bon sens qui se manifeste toujours dans l'expression de leurs opinions à propos des enjeux du moment. Théodore Roosevelt soutenait que « la majorité des gens ordinaires commettrait, jour après jour, moins d'erreurs en se gouvernant eux-mêmes que n'importe quelle classe ou groupe d'hommes n'en commettront en essayant de les gouverner ». Lord Bryce ajoutait que l'opinion publique américaine est « généralement juste dans ses buts et qu'elle tend à devenir plus sage et plus modérée avec les ans ». Les recherches par les enquêtes d'opinion tendent à confirmer en tout point les conclusions formulées par ces deux éminentes personnalités.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la thèse de la stupidité des masses a autant de partisans. Parlez avec les premières cent personnes que vous rencontrez dans la rue de plusieurs questions d'actualité importantes, et les chances sont grandes que vous soyez frappés par l'absence de précision ou de connaissance à propos de ces questions. Peu d'entre eux posséderont une information suffisante sur ces questions particulières pour être en mesure d'exprimer un jugement bien fondé. Mais heureusement, une démocratie ne requiert pas que chaque électeur soit bien informé sur tous les enjeux. En fait, une démocratie dépend moins des lumières de chaque individu que de la qualité du jugement collectif ou de l'intelligence de milliers d'individus. Talleyrand disait : « la seule chose qui soit plus sage que n'importe qui, c'est tout le monde ». Il serait évidemment absurde de soutenir que toutes les opinions collectives représentent toujours les réponses les plus intelligentes et les plus avisées quelle que soit la question. Mais les résultats d'un référendum par échantillon portant sur des centaines de questions indiqueraient, de mon point de vue, que nous pouvons placer une grande confiance dans le jugement collectif et l'intelligence du peuple.

## Le « *town meeting* » de la Nouvelle-Angleterre restauré

L'une des formes les plus anciennes et les plus pures de la démocratie dans ce pays fut le « *town meeting* » de la Nouvelle-Angleterre<sup>11</sup>. Les habitants se rassemblaient dans une salle pour discuter ensemble et voter sur des questions concernant la communauté. Il s'agissait d'un échange libre des opinions en présence de tous. Le *town meeting* constituait une manière simple et efficace de faire parler l'opinion publique, et les décisions prises par l'assemblée restaient liées à la volonté du public. Lorsqu'une communauté démocratique opère ainsi à une petite échelle, elle est capable de s'exprimer directement avec rapidité et certitude. Mais les communautés ayant vu leur taille augmenter, le *town meeting* est devenu impraticable. En conséquence, les gouvernés perdirent l'habitude de s'exprimer et devinrent de moins en moins capables de débattre des questions vitales, comme le faisaient leurs ancêtres de la Nouvelle-Angleterre. L'intérêt pour la politique restait à la traîne, l'expression d'une opinion dépendant de l'élection, procédure lente et compliquée, moins favorable à un fréquent échange des idées que le *town meeting*. L'indifférence et l'apathie des électeurs facilitaient la prise de contrôle par les organisations politiques de l'administration et du gouvernement dans de nombreux États et de nombreuses villes.

La valeur du *town meeting* de la Nouvelle-Angleterre tenait au fait qu'il offrait à tous les citoyens membres de la communauté un forum pour échanger les idées et voter sur les différentes options envisagées. Aujourd'hui, l'idée du *town meeting* de la Nouvelle-Angleterre a été, d'une certaine manière, restaurée. La large diffusion quotidienne des journaux qui rapportent les opinions des hommes politiques sur les enjeux du moment, la possession peu ou prou universelle de la radio, qui fait de la Nation tout entière un immense auditoire et, maintenant, l'avènement du référendum par échantillon qui fournit les moyens de déterminer rapidement la réaction du public au débat du moment, ont en effet créé un *town meeting* à l'échelle nationale. On verra que cette situation a été presque atteinte en consultant les données récemment recueillies par l'*American Institute of Public Opinion*. Parmi les 45 millions de personnes qui ont voté lors de la dernière élection présidentielle, approximativement 40 millions lisent un quotidien, 40 millions possèdent une radio tandis que, parmi les votants, 2,5 millions seulement ne possèdent pas de radio et ne lisent pas de quotidien. Cela signifie que la Nation est littéralement réunie dans une seule et même immense salle. Les journaux et la radio organisent le débat public portant sur les enjeux nationaux, fournissent les informations et présentent les arguments des deux parties, exactement comme le faisaient les gens eux-mêmes dans l'ancien *town meeting*. Et finalement, grâce à la technique du référendum par échantillon, le peuple, après avoir écouté les arguments des deux camps sur chacun des enjeux, peut faire connaître sa volonté. Après un siècle et demi, nous revenons au *town meeting*. Cette fois, la Nation tout entière y prend part.

NOTES

1. Proclamé en 1919, le XVIII<sup>e</sup> amendement des États-Unis instaure la prohibition de la production, de la vente et du transport d'alcool. Il fut abrogé en 1933 (NDT).
2. Ici, Gallup écrit « *the cross-section or sampling survey* » (NDT).
3. La plupart du temps, Gallup désigne « *sampling referendum* » l'enquête d'opinion par échantillon représentatif (NDT).
4. Ici, Gallup parle des « *cross-section surveys* » (NDT).
5. Il s'agit ici du temps qu'il fait... (NDT).
6. Gallup parle du « *banwagon vote* ». Compte tenu de la notoriété acquise par l'effet « *bandwagon* », en particulier pour les lecteurs de la revue *Hermès*, il n'a pas paru nécessaire de chercher à le traduire (NDT).
7. Les guillemets sont de Gallup (NDT).
8. Il s'agit du *Grand Old Party*, qui est le Parti républicain (NDT).
9. *General will*.
10. *Ballot cattle*.
11. Le choix est de ne pas traduire *town meeting*. L'idée de « réunion municipale », « démocratie locale » ou « assemblée municipale » pourrait prêter à confusion. Ce choix est reconduit pour ce qui concerne le texte de Fishkin (NDT).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHILDS, H., *An Introduction to Public Opinion*, New York, John Wiley and Sons, 1940.
- FISHKIN, J., *Democracy and Deliberation*, New Haven, Yale University Press, 1991.
- GALLUP, G., RAE, S.F., *The Pulse of Democracy*, New York, Simon and Schuster, 1940.
- GALLUP, G., « Government and the Sampling Referendum », *Journal of the American Statistical Association*, 33 (201), 1938.
- LANCELOT, A., « Sondage d'opinion et suffrage universel », *Commentaire*, 10, 1980.
- LANCELOT, A., « Sondages et démocratie », *SOFRES-Opinion publique*, 1984.
- Public Opinion Quarterly*, *Polls : Dr Jekyll or Mr Hyde ?*, 4 (2), 1940.
- PAGE, B. I., SHAPIRO, R. Y., *The Rational Public. Fifty Years of Trends in American Policy Preference*, Chicago, The University of Chicago Press, 1992.
- RODGERS, L., *The Pollsters. Public Opinion, Politics, and Democratic Leadership*, New York, Alfred A. Knopf, 1949.